

ASSURANCE HABITATION

Document d'information sur le produit d'assurance

AMF Assurances - Société anonyme au capital de 69 416 644 € entièrement libéré - n° 487 597 510 RCS Rouen. Entreprise régie par le Code des Assurances - Siège social : 66 rue de Sotteville 76100 Rouen.



Produit : Contrat « Multigaranties Propriétaire non exploitant »

Ce document d'information vous présente un résumé des principales garanties et exclusions du produit et ne prend pas en compte vos besoins et demandes spécifiques. Vous trouverez l'information complète sur ce produit dans la documentation contractuelle et précontractuelle.

De quel type d'assurance s'agit-il ?

Ce contrat d'assurance a pour objet de garantir des biens immobiliers, et mobiliers le cas échéant, destinés à la location ou confiés à titre gratuit à usage professionnel ou associatif. Il permet de garantir la Responsabilité civile Immeuble des assurés. Il comprend également des garanties de Dommages aux biens.



QU'EST-CE QUI EST ASSURÉ ?

Seuls les principaux plafonds des garanties sont indiqués ci-après. Le détail des plafonds figure aux Conditions Générales du contrat.

Garanties en inclusion systématiquement prévues

- ✓ Responsabilité civile Immeuble : dommages causés aux tiers en raison de l'existence des biens immobiliers assurés
La garantie est acquise :
tous dommages corporels, matériels et immatériels confondus jusqu'à 100 000 000 €
Sauf, notamment, la limitation suivante :
Recours des voisins et des tiers (dommages matériels et immatériels) : 5 000 000 €
- ✓ Protection Juridique suite à accident : prise en charge des frais de défense pénale ou de recours suite à accident jusqu'à 20 000 €
- ✓ Protection Juridique relative aux biens assurés : prise en charge de la défense des intérêts de l'assuré en cas de litige avec un tiers portant sur les biens assurés par le contrat jusqu'à 20 000 €
- ✓ Incendie-attentat-dommages électriques et événements assimilés
- ✓ Événements climatiques, dégâts des eaux, gel, inondation et catastrophes naturelles
- ✓ Vol, tentative de vol et vandalisme
- ✓ Bris de glaces et parties vitrées d'enseignes
- ✓ Perte de loyers suite à sinistre endommageant les locaux assurés



QU'EST-CE QUI N'EST PAS ASSURÉ ?

- ✗ Les bâtiments menaçant ruine ou en cours de démolition ou de construction
- ✗ Les dommages aux biens immobiliers et mobiliers acquis ou détenus en infraction à une disposition pénale
- ✗ Les véhicules terrestres à moteur et remorques
- ✗ Les biens mobiliers appartenant au locataire ou à l'occupant à titre gratuit
- ✗ Les objets précieux, les collections numismatiques, les billets de banque, les pièces de monnaie, les moyens de paiement, les lingots, les barres ou blocs de métaux précieux, les pierreries et perles fines non montées



Y A-T-IL DES EXCLUSIONS À LA COUVERTURE ?

Principales exclusions (légales et contractuelles)

- ! Les dommages causés intentionnellement par l'assuré ou avec sa complicité.
- ! Les dommages occasionnés aux données informatiques ou dus aux virus informatiques.
- ! Les dommages provenant d'un défaut d'entretien, de l'absence de réparations imputables à l'assuré, ces dommages n'étant pas considérés comme accidentels.
- ! Les dommages causés par les parasites des matériaux de construction (insectes xylophages et champignons lignivores).
- ! Les dommages occasionnés par la guerre civile ou étrangère.
- ! Les dommages occasionnés par un incendie à partir d'un feu allumé à l'extérieur de l'habitation en méconnaissance de la réglementation (exclusion applicable à la garantie Responsabilité civile).
- ! Les frais de remise en état des surfaces endommagées par des tags ou graffitis à l'extérieur des locaux assurés.

Principales restrictions : franchises et seuils d'intervention

- ! Franchises susceptibles d'être déduite du montant de l'estimation des dommages :
 - Responsabilité civile (dommages matériels uniquement) : 150 €
 - Dommages relatifs à l'assurance des biens : 150 €Sauf :
 - Catastrophes naturelles : franchise légale
 - Inondation : franchise catastrophes naturelles
- ! Le seuil de déclenchement des garanties de Protection Juridique est de :
 - 150 € à l'amiable,
 - 760 € devant les Tribunaux et Cours d'Appel,
 - 3 000 € devant le Conseil d'État ou la Cour de Cassation.



OÙ SUIS-JE COUVERT(E) ?

- ✓ L'ensemble des garanties s'exerce en France et dans la Principauté de Monaco.
- ✓ Par exception, les garanties Attentats ou actes de terrorisme et Catastrophes naturelles s'appliquent en France uniquement.



QUELLES SONT MES OBLIGATIONS ?

Sous peine de nullité du contrat ou de non-garantie, vous devez :

- à la souscription : répondre exactement aux questions posées par l'assureur, notamment dans le formulaire de déclaration du risque permettant d'apprécier les risques à prendre en charge,
- en cours de contrat : déclarer tout élément ayant pour effet d'aggraver le risque garanti,
- en cas de sinistre : déclarer le sinistre le plus rapidement possible dans les délais et selon les modalités précisés aux Conditions Générales.



QUAND ET COMMENT EFFECTUER LES PAIEMENTS ?

- Les paiements doivent être effectués lors de la souscription du contrat et à l'échéance annuelle.
- Les cotisations sont annuelles et payables d'avance. Elles peuvent être réglées en plusieurs fractions sans frais supplémentaires selon les modalités prévues au contrat.



QUAND COMMENCE LA COUVERTURE ET QUAND PREND-ELLE FIN ?

- Les garanties prennent effet aux date et heure indiquées aux Conditions Particulières (sous réserve que le paiement de la première cotisation ou première fraction de cotisation soit honoré).
- Le contrat est conclu pour une durée d'un an et se renouvelle automatiquement à sa date d'échéance, sauf résiliation du contrat par l'une des parties. La première année, il est conclu pour la période comprise entre sa date d'effet et la date d'échéance annuelle indiquée aux Conditions Particulières.



COMMENT PUIS-JE RÉSILIER LE CONTRAT ?

La résiliation doit être effectuée, soit par lettre recommandée, soit par déclaration faite auprès de l'assureur ou de son représentant.

Elle peut être demandée aux conditions prévues au contrat :

- à son échéance annuelle, sous réserve de respecter un délai de préavis d'un mois, et, s'il concerne une personne physique en dehors de toute activité professionnelle,
- à tout moment, à l'expiration d'un délai d'un an à compter de sa première souscription,
- lors de son renouvellement à l'échéance annuelle, dans les vingt jours suivant la date d'envoi de l'avis d'échéance.